

Convention collective
IDCC : 3210. – BANQUE POPULAIRE
(15 juin 2015)

ACCORD DU 18 DÉCEMBRE 2015
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2016

NOR : ASET1650057M
IDCC : 3210

Les parties signataires réunies dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire prévue au niveau des branches professionnelles par les articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, et à la suite de trois réunions tenues les 20 octobre, 10 novembre et 8 décembre 2015 sont convenues des mesures qui suivent.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises du réseau des banques populaires mentionné à l'article 5-I de la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

Article 2

Salaire de référence

Le salaire de référence est égal au salaire annuel de base constaté le 31 mars 2016 pour un temps plein.

Article 3

Mesure salariale générale

Les bénéficiaires de la mesure salariale visée par le présent article sont les salariés des entreprises définies à l'article 1^{er} du présent accord des niveaux A à K inclus de la convention collective de branche banque populaire, inscrits à l'effectif des entreprises au 31 décembre 2015 et au 1^{er} avril 2016 sans discontinuité de contrat et dont le salaire de référence est inférieur ou égal à 60 000 €.

A effet du 1^{er} avril 2016, les parties au présent accord ont arrêté la mesure suivante :

- une augmentation générale pérenne de 0,5 % du salaire de référence assortie :
 - d'un plancher annuel de 300 € pour les salaires inférieurs ou égaux à 30 000 € pour un temps plein ;
 - d'un plancher annuel de 200 € pour les salaires supérieurs à 30 000 € et inférieurs ou égaux à 40 000 € pour un temps plein.

Article 4

Revalorisation des minima à l'embauche

Les parties au présent accord ont décidé de revaloriser les minima à l'embauche comme suit.

Grille des salaires annuels minima de branche à l'embauche
pour une durée de travail correspondant à la durée légale du travail

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM
A	18 972
B	19 278
C	19 686
D	20 569
E	21 541
F	23 496
G	26 039
H	28 722
I	35 093
J	42 399
K	50 447

Article 5

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 6

Demande de révision

Tout signataire peut demander la révision du présent accord, conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Cette demande doit être notifiée aux autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre doit comporter les points concernés par la demande de révision et être accompagnée de propositions écrites.

Les négociations concernant cette demande devront s'ouvrir au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande de révision.

Article 7

Dépôt

Le présent accord est notifié par BPCE à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par BPCE en double exemplaire, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par BPCE au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 18 décembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

BPCE.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

SNB CFE-CGC ;

UNSA.